

Seule l'entreprise qui a recruté le salarié peut le licencier !



© 2022 Les Echos Publishing

Lorsqu'un salarié est licencié par une autre société que celle qui l'a recruté, ce licenciement est sans cause réelle et sérieuse. Et ce, même si c'est la même personne qui gère les deux sociétés...

Résiliation d'un bail rural pour cause d'arrachage d'une haie



© 2022 Les Echos Publishing

L'exploitant locataire qui a arraché une haie bordant une parcelle louée et retourné une autre parcelle encourt la

résiliation de son bail rural pour avoir commis des agissements de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds loué.

Versement mobilité et contrôle Urssaf



© 2022 Les Echos Publishing

Le redressement Urssaf portant sur le versement mobilité dû par une association est nul s'il est fondé sur des renseignements recueillis auprès d'un tiers, en l'occurrence de l'organisme chargé de la gestion du versement mobilité en région parisienne.

Achat de parts sociales : l'emprunteur est-il un consommateur ?



© 2022 Les Echos Publishing

La personne qui souscrit un prêt pour financer l'acquisition de parts sociales peut être considérée comme un consommateur si bien que l'action dirigée contre elle par la banque est prescrite au bout de deux ans.

Dénigrement de l'employeur : une cause réelle et sérieuse de licenciement ?



© 2022 Les Echos Publishing

Des propos diffamatoires visant à dénigrer son employeur peuvent caractériser un manquement à l'obligation de loyauté du salarié. Et donc constituer une cause réelle et sérieuse de licenciement.

La donation rémunératoire entre époux



© 2022 Les Echos Publishing

Un époux peut verser une somme d'argent à son épouse pour compenser les sacrifices qu'elle a consentis et son intense activité au foyer. Un versement qui peut s'analyser comme une donation rémunératoire. Cette dernière échappant au rapport successoral.

Résiliation d'un bail commercial pour défaut de paiement des loyers



© 2022 Les Echos Publishing

Lorsque le locataire commercial fait l'objet d'une mise sous sauvegarde de justice, le bailleur ne peut plus demander au juge qu'il prononce, en vertu d'une clause résolutoire, la

résiliation du bail pour cause de défaut de paiement de loyers antérieurs.

Quand les libéraux acquittent leurs cotisations de retraite tardivement...



© 2022 Les Echos Publishing

Les cotisations sociales de retraite réglées 5 ans après leur date d'exigibilité, mais avant la liquidation de la pension de retraite, doivent être prises en compte dans le calcul de celle-ci.

Prescription de l'action contre un emprunteur : et la caution ?



© 2022 Les Echos Publishing

Lorsque l'action d'une banque contre un emprunteur est prescrite, elle est également prescrite contre la caution.

Reprise d'une SCP installée en ZRR et exonération fiscale



© 2022 Les Echos Publishing

Le rachat de la totalité des parts d'une SCP par un nouvel associé constitue une reprise d'entreprise ouvrant droit à l'exonération fiscale en zone de revitalisation rurale, sous réserve de respecter les conditions d'application du dispositif.